

Answers received by the HUMA network to the following question

As an MEP, would you be willing to stand up for all those living in Europe to receive equal access to health care, including undocumented migrants?

Yes

No

Belgium

▪ **Véronique De Keyser, BE, PS**

« Oui, je m'y engage fermement. L'accès aux soins est un droit pour chacun quel que soit son statut. Je me bats depuis des années pour que chacun puisse exercer ce droit et je continuerai. Pour connaître mon point de vue en détail sur la question, je vous renvoie à deux pages internet :

- <http://www.vdekeyser.be/index.php/2009/05/12/%c2%ab-tous-des-enfants-dimmigres-%c2%bb/>
- <http://justice.skynetblogs.be/post/6525539/ue-protestons-contre-cette-infamie->

▪ **Simone Susskind, BE, PS**

« Oui, je m'y engage avec la plus grande fermeté. Mes combats d'hier et d'aujourd'hui sont sans équivoque à ce propos. »

France

▪ **Nathalie ARTHAUD, Lutte Ouvrière**

« Il est vrai que dans l'Union européenne, les personnes sans autorisation de séjour « ne bénéficient pas toujours d'un accès aux soins garanti par les législations ». C'est même un euphémisme que de dire cela, vous êtes bien placés pour le savoir, tant les conditions d'accès aux soins sont - au mieux - restrictifs dans certains pays, voire impossibles dans d'autres. Et même en France, où les personnes en situations irrégulières peuvent bénéficier d'une Aide Médicale d'État, et donc de soins gratuits, je ne vous apprendrai pas qu'en pratique, il est souvent très difficile pour elles de pouvoir bénéficier de ce droit, tant les obstacles sont nombreux.

Nous sommes inconditionnellement pour l'égalité d'accès aux soins et à la santé pour chaque personne vivant en Europe, quelque soit son statut administratif, et bien sûr, si je suis élue, je me battrais pour cela au sein de ce Parlement, sans illusions toutefois, car les pouvoirs de cette institution sont extrêmement limités.

Mais je me battrais aussi, comme le font mes camarades partout où ils militent, contre cette Europe forteresse entourée de barbelés, ces barbelés tournés contre ceux qui fuient des régimes d'oppression et cherchent un asile, ou qui simplement fuient la misère. À Lutte Ouvrière, nous sommes pour la liberté totale d'installation et de circulation pour tous ceux qui vivent et travaillent dans un des pays de l'Union européenne, avec les mêmes droits politiques, juridiques et sociaux ; nous sommes aussi pour le droit absolu au regroupement familial.

Oui, il y a nécessité urgente de régulariser la situation de tous les immigrés clandestins. Alors le régime spécifique de leur accès aux soins ne se poserait plus.

Mais au-delà du problème spécifique des sans-papiers, se pose aussi la question de l'accès aux soins pour l'ensemble de la population en Europe (pour ne parler que de l'Europe). Développer et harmoniser au niveau le plus élevé la santé publique devrait être une des tâches de l'Union européenne. Or la santé publique manque cruellement de moyens, de personnel, de matériel, de

locaux, même dans les pays les plus développés. La notion de rentabilité se généralise, on ferme des hôpitaux et des maternités de proximité (Il est tout de même révélateur que les CASO de Médecins du Monde restent indispensables). Dans cette société où la santé est une marchandise, une partie importante de la population a de plus en plus de mal à faire face au coût des soins.

Une société civilisée, disposant des moyens de l'Union européenne devrait assurer des soins gratuits et de qualité pour tous. »

▪ **Sylvie GUILLAUME, PS**

« Oui »

▪ **Raoul JENNAR, NPA**

« Bonjour,

Il va de soi que le NPA est hostile à toutes les formes de discrimination et favorable à un respect scrupuleux du droit à la santé de toutes et tous, sans distinction de nationalité, de race, d'origine, de langue, de religion.

Pour ce qui est du territoire de l'Union européenne, le NPA est favorable à l'instauration d'une citoyenneté de résidence, accordant les mêmes droits à toutes les personnes vivant sur le sol de l'UE.

Dans l'attente d'une telle réforme, je m'engage, à défendre le droit à la santé, sans la moindre restriction, de toutes les personnes vivant sur le territoire d'un Etat membre de l'UE, quelle que soit leur statut. Je m'engage à combattre les initiatives qui contrarient un tel droit. »

▪ **Philippe MEYNARD, Modem**

« Oui »

▪ **Vincent Peillon, Jean-Christophe Cambadélis, PS**

« Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre courrier relatif à l'accès aux soins des personnes sans autorisation de séjour et je vous en remercie.

Le Parti Socialiste lutte pour le respect des libertés et droits fondamentaux pour tous et, comme vous le dites, le Parlement Européen doit être le garant démocratique de ceux-ci.

Il est indispensable que la prise en charge médicale et l'accès à la prévention soient garantis pour chaque personne vivant en Europe, quel que soit son statut administratif.

Il est nécessaire de lutter contre l'immigration clandestine mais certainement pas aux dépens des libertés les plus fondamentales dont jouit toute personne. Or, de nombreux gouvernements conservateurs européens pratiquent une politique d'immigration visant à exclure les personnes en situation illégales de l'accès aux soins, ou bien faisant de la dénonciation par les équipes médicales un acte citoyen.

Rappelons que l'accès aux soins est un droit de l'Homme reconnu par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1948 et présent dans la Charte sociale européenne. Pour autant, le gouvernement de droite en France n'a eu cesse de poursuivre une politique restrictive de l'Aide Médicale d'Etat. Celle-ci devrait être garantie aux étrangers sans titre de séjour, population déjà fragilisée par ses conditions de vie, qu'il s'agisse d'adultes ou d'enfants.

Le Parti Socialiste a lutté en juin 2008 pour garantir dans le texte de la Directive Retour une égalité d'accès aux soins de santé aux personnes sans autorisation de séjour. Malheureusement, l'opposition des députés de droite et la lâcheté des centristes n'a permis l'inclusion que des seuls soins d'urgence. De même, le Parti Socialiste s'est battu pour que l'expulsion ne soit autorisée que s'il peut être prouvé que l'accès aux soins dans le pays d'origine est effectif, mais a rencontré le même refus.

En définitive, le texte est une atteinte à la dignité humaine issue d'une politique liberticide disproportionnée et dangereuse pour les personnes vulnérables, compatible avec le Pacte européen pour l'immigration et l'asile de Brice Hortefeux, auquel je m'oppose fermement. Il faut trouver des réponses pertinentes aux défis à relever et non pas construire une Europe forteresse toujours plus répressive.

Sur les questions d'immigration – et bien d'autres sujets ! – les socialistes français et européens défendent un programme concret particulièrement dense. Nous vous invitons à le consulter sur Internet (www.changerleurope.fr) et/ou à vous rapprocher de nos militants.

Je tiens par ailleurs à saluer le travail réalisé par votre organisme, et vous assure du soutien du Parti Socialiste.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs. »

▪ **Eva Roy, Alliance Ecologiste Indépendante**

« Merci de votre message, pour ce qui me concerne je ne saurai avoir chaud au coeur quand d'autres ont froid, il est clair que je défends de tout temps à jamais des idées humanistes et que notre salut réside dans la main tendue à l'autre, jamais je ne pourrais supporter cette idée que la souffrance existe et que nous détournions notre regard de ceux qui sont à terre cela ne fait pas partie de ma démarche, je connais trop cette souffrance, je joins ce que j'avais écrit à propos de plan choc de l'assurance maladie, bien à vous et très cordialement. »

▪ **Lydia SCHENARD, FN**

« Messieurs,

En réponse à votre message, je vous signale que nous venons de voter courant avril 2009 un rapport sur les soins transfrontaliers afin que tous les européens, quelque soit leur pays d'affiliation puissent bénéficier de soins dans tous les pays où ils peuvent séjourner. Cela comprenait également un cadre juridique afin qu'ils puissent avoir des recours en cas de problèmes. Mais cela va plus loin : il faut que tous puissent choisir de se faire soigner où ils le souhaitent s'ils pensent bénéficier dans tel ou tel pays de soins plus rapides ou plus performants, voire de soins dont ils ne peuvent bénéficier dans leur propre pays. Il n'a pas été question d'exclure qui que ce soit bien sur et j'ai personnellement voté pour ce rapport. »

▪ **Marie-Christine VERGIAT, Pour les candidats et candidates du Front de Gauche – Circonscription Sud Est**

« Les listes du Front de Gauche portent l'ambition de changer d'Europe. Au sein du Parlement Européen, nous souhaitons défendre une Europe démocratique, écologiste, féministe mais aussi sociale et solidaire. La défense de l'accès aux soins des plus vulnérables et de l'égalité des droits de tous les résidents de l'Union Européenne quelque soit leur genre, leur orientation sexuelle et leur statut administratif, font partie de nos propositions pour changer d'Europe.

Au sein du Parlement Européen, nos élus siègeront au sein du groupe de la *Gauche Unitaire Européenne/ Gauche Verte Nordique* (GUE/ NGL). Le groupe de la GUE/ NGL a notamment dénoncé l'inégalité d'accès aux soins entre les ressortissants communautaires du fait de la directive Bolkestein, et n'a cessé de dénoncer la persécution des étrangers au sein de l'Union Européenne, ainsi que la situation des Roms qui ne sont pas traités comme les citoyens européens qui le sont.

Nous, les candidats du Front de Gauche, considérons que le droit à la santé est fondamental et doit être respecté pour tous et pour toutes quelque soit leur nationalité et leur situation. Nous estimons que la protection, la préservation et la promotion de la santé constituent une responsabilité publique et que l'accès aux services de soins de santé sûrs, efficaces et de haute qualité, relève d'abord et avant tout de la responsabilité des services publics d'intérêt général, tout comme l'accès à la protection sociale pour tous et pour toutes.

De plus, nous défendrons les principes de liberté, de circulation et d'installation des migrants et continuerons de lutter contre l'exclusion sociale et la précarité, les discriminations et la xénophobie,

comme nous le faisons d'ores et déjà au sein des mouvements sociaux. C'est pourquoi nous se prononçons pour abrogation de la directive de la honte et demandons la régularisation du statut des sans papiers et la ratification par l'Union européenne de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille, quelque soit leur origine.

Nous, les candidats du Front de Gauche, s'engageons à respecter ces engagements lorsque nous serons élus au sein du Parlement Européen. »

▪ **Bernadette VERGNAUD, PS**

« Suite à votre lettre, je vous indique que j'ai défendu dans mon rapport sur les soins de santé:

1- L'égal accès pour tous les citoyens européens à des soins de qualité dans un grand service public de santé (qui n'est pas une marchandise à livrer au marché!)

2- Je défends aussi le principe d'une autorisation préalable pour les soins hospitaliers à l'étranger coûteux (ce qui permet à la fois une annonce des frais par la caisse d'assurance maladie et d'éviter la santé à 2 vitesses afin de préserver notre système solidaire de protection sociale de 1945)

Oui, je m'engage personnellement à défendre l'accès aux soins pour chaque personne vivant en Europe quel que soit son statut administratif. »

Germany

▪ **Lothar BISKY, Die Linke**

“Der UN-Sozialpakt vom 19. Dezember 1966 schreibt das Recht für medizinische Versorgung fest. Die Vertragsstaaten sollen die Voraussetzungen schaffen, die für jede Person im Krankheitsfall den Genuss medizinischer Einrichtungen und ärztlicher Betreuung sicherstellen. Die Bundesrepublik Deutschland hat den UN-Sozialpakt bereits 1973 vorbehaltlos ratifiziert. Er ist geltendes Recht. Damit dieses Recht auch umgesetzt werden kann, setzt sich DIE LINKE für eine umfassende Reform der gesetzlichen Krankenversicherung ein: Wir wollen eine solidarische Bürgerinnen- und Bürgerversicherung, die allen Menschen offen steht. Bis dahin müssen Menschen ohne legalen Aufenthaltsstatus die Möglichkeit haben, sich anonym in Krankenhäusern und Praxen behandeln zu lassen.”

▪ **Karin Jöns**

“Sehr geehrte Frau Becker,

haben Sie vielen Dank für Ihre Anfrage, auf die ich Ihnen im Auftrag von Frau Jöns gerne antworten möchte und bitte entschuldigen Sie vielmals die verspätete Rückantwort, die, wie Sie ja auch selbst schreiben, vor allem dem dichten Terminkalender vor der Wahl geschuldet ist.

Karin Jöns tritt als Europaabgeordnete für einen Zugang zur Gesundheitsversorgung aller in der EU lebenden Menschen ein. Insbesondere die katastrophale Lage der Gesundheitsversorgung in den Auffanglagern ist besorgniserregend. Hier setzen sich die Sozialdemokraten im Europäischen Parlament dafür ein, eine Grundversorgung zu garantieren.

Hier ein Link zu einer Broschüre der SPD-Europaabgeordneten, auf der Sie auf Seite 35 entsprechenden Forderungen der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament nachlesen können: http://www.spd-europa.de/fileadmin/content/documents/Broschueren/SPE_Migration.pdf

Ich hoffe Ihnen trotz des kurzen Statements weitergeholfen zu haben.

Mit freundlichen Grüßen”

- **Wolfgang KREISS-DÖRFLER, Socialist group MPE**

“Sehr geehrter Herr Professor Schilli,
vielen Dank für Ihren Brief vom 5. Mai und Ihre Frage. Herr Kreissl-Dörfler unterstützt Ihre Forderung nach einem gleichen ungehinderten Zugang zur notwendigen medizinischen Versorgung aller in der EU lebenden Menschen, unabhängig von ihrem Aufenthaltsstatus. Als Migrations- und Asyl-experte der SPD-Europaabgeordneten setzt sich Herr Kreissl-Dörfler schon lange in diese Richtung ein. So fordert er zum Beispiel im Blick auf die Flüchtlingslager, dass die Unterbringung menschenwürdig sein muss. Eine gute medizinische Versorgung muss garantiert werden. Kranke Menschen dürfen nur dann zurückgeschickt werden, wenn die medizinische Versorgung in ihrer Heimat gewährleistet ist.

Ich möchte Sie auch auf die Broschüre "Die Würde des Menschen ist grenzenlos" verweisen, die Sie auf der Homepage www.kreissl-doerfler.de finden (im Bereich "Service - Material"). Ich hoffe, diese Angaben helfen Ihnen weiter.”

- **Barbara Lochbihler, Die Grünen**

“Ja, ich erkläre mich bereit, im Falle meiner Wahl zur MdEP für einen gleichen ungehinderten Zugang zur notwendigen medizinischen Versorgung aller in der der EU lebenden Menschen, unabhängig vom Aufenthaltsstatus, einzutreten.”

- **Dagmar Roth-Behrendt, Martin Schulz, SPD**

“Bezüglich Ihrer mail kann ich Ihnen mitteilen, dass eine medizinische Grundversorgung in Deutschland bereits gewährleistet ist. Alle Menschen, die sich legal in Deutschland aufhalten – unabhängig von ihrem Aufenthaltsstatus – haben in Deutschland Anspruch auf Versorgung. Krankenhäuser werden eine Notversorgung darüber hinaus auch dann vornehmen, wenn jemand illegal in Deutschland ist.

In anderen Mitgliedstaaten ist dies zum Teil sehr unterschiedlich. Da die Gesundheitsversorgung jedoch in den Zuständigkeitsbereich der Mitgliedsländer fällt, ist es nicht in der Kompetenz des Europäischen Parlamentes, Forderungen nach einer grundsätzlichen medizinischen Grundversorgung in die Realität, also in der Gesetzgebung umzusetzen. Auch wenn die medizinische Grundversorgung für jeden Menschen in jedem Mitgliedstaat eine humanitäre und ethische Selbstverständlichkeit sein sollte.”

- **Anja Weisgerber, CSU**

“Erklären Sie sich als Abgeordneter des Europaparlaments bereit, für einen gleichen ungehinderten Zugang zur notwendigen medizinischen Versorgung aller in der EU lebenden Menschen, unabhängig von ihrem Aufenthaltsstatus, einzutreten? Frau Dr. Weisgerber antwortet mit: Ja.”

Netherlands

- **Emine Bozkurt, Socialist Group MEP**

« The right to health care is a prerequisite for our parliamentary party. Mrs. Bozkurt, together with Mrs. Corbey, recently asked some urgent parliamentary questions to the European Commission about the treatment (or lack of treatment) of asylum seekers with TB who have exhausted all legal procedures. Mrs. Corbey also framed up a written declaration which was, unfortunately, not adopted by the parliament.

In the following period our attention will continue to be with this subject and Emine will put the subject onto the agenda in the new parliament as well. We will surely get back to your organization. »

- **Marijke Clerx, PvdA**

« Yes »

- **R. Cuperus, L. Breemer and M. Sieckers, PvdA**

« Yes, as far as the PvdA is concerned do undocumented migrants and asylum seekers in Europe have the right to access to health care in medical emergency situations. »

▪ **Sophie in 't Veld, ALDE MEP**

« The answer to the question in your letter is Yes. The viewpoint of D66 is: undocumented migrants and asylum seekers have access to necessary care. Undocumented people living in The Netherlands have the right to all necessary medical care. Whether care is “necessary” should be determined by a medical doctor, not by administration staff. The government should enable care givers to conduct such a policy. »

▪ **Kartika Liotard, SP**

« Yes”

▪ **Ivo Thijssen, D66**

« The answer is of course a lit bit more nuanced than just a simple YES or NO, but since these are the only options my answer will be: YES. »

Portugal

▪ **Laurinda Alves, MEP**

« Yes »

▪ **Ilda Figueiredo, CDU-PCP/PEV**

« Yes »

▪ **Miguel Portas, BE**

« Caros amigos,

apresento desde já as minhas desculpas por só agora vos estar a responder, mas como é do vosso conhecimento tenho andado a percorrer intensamente o país desde 9 de Maio, pelo que só recentemente recebi a vossa carta. Gostaria, desde já, de manifestar a maior consideração pelo trabalho que têm desenvolvido e o meu total e absoluto apoio aos vossos projectos com as populações mais vulneráveis.

Como é do vosso conhecimento o meu trabalho ficou marcado pela luta pelo reconhecimento e consagração dos direitos de todos quantos habitam no território da União Europeia e, fora dela. Nos últimos anos, no âmbito do meu trabalho no Parlamento Europeu, bati-me contra a infâmia que são os atentados contra os direitos fundamentais de todos quantos se encontram por esta Europa sem autorização de residência, desprovidos da mais básica assistência, dos mais primários cuidados. Este problema afecta milhões de cidadãos e tem sido tratado de forma absolutamente indigna pelos líderes desta Europa. Insurgi-me e insurjo-me contra a vergonhosa Directiva de Retorno, infelizmente aprovada neste ultimo mandato do PE. Hoje, todos quantos têm o infortúnio de não ter autorização de residência, menores desacompanhados inclusivé, temem que o aceder aos mais básicos cuidados de saúde, de educação possa ter como consequência a repatriação para o país de origem ou, pior ainda, para um terceiro país, dito de trânsito, sem que se atente a que os seus direitos fundamentais sejam salvaguardados. Mais do que um problema de saúde dos de cá e dos que vieram, vêm e vierem, é a necessidade premente e urgente do reconhecimento dos direitos fundamentais de todos, da assunção de uma Europa mais solidária.

Por todos estes motivos, a vossa causa é a minha causa. Defendi, defendo e defenderei a igualdade não só ao acesso aos cuidados de saúde para qualquer pessoa que vive na Europa como o reconhecimento de todos os direitos dos que nela habitam. Farei todo o possível para a sua implementação quer a nível legislativo, quer pela realização de acções de sensibilização a ser levadas a cabo num futuro próximo.

Gostaria, desde já, de apresentar a minha total disponibilidade para reforçar a colaboração convosco,

designadamente, entendo que seria de todo o interesse discutir e trabalhar de forma mais aprofundada esta questão. Como referi acima, encontro-me em campanha eleitoral pelo país inteiro, pelo que o meu tempo em Lisboa é bastante reduzido, no entanto, teria o maior prazer numa reunião convosco. Se não for possível antes do dia 7 de Junho, gostaria de qualquer dos modos que o nosso encontro tivesse lugar em breve. »

▪ **Paulo Rangel, PSD**

« Yes »

Spain

▪ **Juan Fernando López Aguilar, PSOE**

“En la misma me plantea la pregunta: “Como miembro del Parlamento Europeo, ¿estaría dispuesto a defender que todos los que viven en la Unión Europea tengan acceso a la asistencia sanitaria en condiciones de igualdad, incluidos los inmigrantes en situación irregular?”. Me es grato informarle de que en el Parlamento Europeo lucharé por extender este derecho, ya consolidado a nivel nacional en España, a todos los inmigrantes en situación irregular. Para los socialistas, el acceso universal y gratuito a la sanidad es un derecho de todos los seres humanos.”

▪ **Mayor Oreja, PP**

“Gracias por escribirme, y por darme traslado de esta preocupación que es de todos.

Conviene recordar que el Partido Popular fue el primero en promover, desde el Gobierno español, derechos sociales tan importantes como la educación y la sanidad para los inmigrantes, y uno de los más arduos defensores de dar competencias a la Unión Europea en esta materia.

Reivindico el valor positivo de la inmigración. Y lo hago porque creo que la única inmigración posible, de acuerdo con la dignidad de las personas, es la que tiene un carácter ordenado y legal. Esa es la inmigración en la que creo y en la que creen los propios inmigrantes.

Pero en un espacio sin fronteras interiores se debe incrementar el compromiso mutuo entre los Estados miembros en los ámbitos de la inmigración y del asilo, ya que toda decisión de un Estado puede tener efectos en los demás. Por ello, la inmigración debe ser objeto de un enfoque común europeo que englobe los aspectos relacionados con la legalidad, la solidaridad, el respeto estricto de los derechos humanos, la integración, el control de las fronteras exteriores, el retorno, el deber de asilo o la protección internacional, la lucha contra los traficantes de seres humanos y la cooperación y ayuda a los países de origen y tránsito.

Si no somos capaces de poner esta política en común dentro de la Unión los esfuerzos que unos hagan serán en vano.

Como bien sabe, en la actualidad, más de ocho millones de inmigrantes residen de forma irregular en el continente europeo. El objetivo de la lucha contra la inmigración clandestina no es sólo impedir que ciudadanos procedentes de países terceros vivan de forma irregular en nuestro país o en cualquiera de los Estados integrados en la Unión Europea. También tiene como objetivo salvar vidas o evitar abusos por parte de empleadores sin escrúpulos, busca igualmente derrotar a las mafias que trafican con seres humanos... tiene, en definitiva, finalidad de carácter humanitario.

Intensificar esfuerzos para lograr estos objetivos es un compromiso que también hago mío y por el que lucharemos desde la Unión Europea.”

▪ **Willy Meyer Pleite, GUE/NGL**

« Como miembro del Parlamento Europeo, ¿estaría dispuesto a defender que todos los que viven en la Unión Europea tengan acceso a la asistencia sanitaria en condiciones de igualdad, incluidos los inmigrantes en situación irregular? SI »

▪ **Ramon Tremosa i Balcells, CiU**

« El derecho a la asistencia sanitaria es reconocido en la Carta de los Derechos Fundamentales de la UE. Cataluña siempre ha velado por ofrecer a todos los ciudadanos unos servicios de salud de alta calidad. La sanidad es uno de los pilares del estado del bienestar. La pérdida de la salud, supone para aquella persona que la padece, una merma importante de su calidad de vida.

Desde CiU, siempre hemos velado por una sanidad eficaz y eficiente para poder dar asistencia a todos. Nuestro sistema sanitario se basa en la universalidad, es decir, que todo el mundo tiene acceso a la salud pública. Por lo tanto, cualquier ser humano puede acceder a ella venga de donde venga con independencia de su situación administrativa.

Por otra parte, hay que remarcar que es muy importante conseguir, a través de las instituciones comunitarias, la autorresponsabilización de las personas hacia su salud, mediante unos hábitos saludables, con una buena formación en edad escolar, y una buena información real y comprensible a lo largo de toda la vida, para luchar contra malos hábitos como el sedentarismo, la obesidad, las drogodependencias etc ...

Por tanto, como miembro del Parlamento Europeo, Convergència i Unió estaría dispuesto a defender que todos los que viven en la Unión Europea tengan acceso a asistencia sanitaria en condiciones de igualdad, incluidos los inmigrantes en situación irregular.

Atentamente »

UK

▪ **Jonathan Fryer, Liberal Democracy**

« Thank you for your email. I am strongly in favour of MDM's line on the issue of access to healthcare, so can unequivocally reply 'yes!' to your question! »

▪ **Jean Lambert, Greens, EFA MEP**

« Many thanks for your e-mail. As you may already be aware Jean Lambert is absolutely committed to ensuring that all those living in Europe are able to receive equal access to healthcare, including undocumented migrants. For your information, please find attached an amendment which Jean tabled recently to the Reception Conditions Directive which relates to this issue. »

▪ **Caroline Lucas, Greens**

« Caroline has asked me to confirm that she supports, and is willing to stand up for the right of all those living in Europe to receive equal access to healthcare, including undocumented migrants. »

▪ **John Morris, Peace Party**

« As an MEP, I would be willing to stand up for all those living in Europe to receive equal access to healthcare, including undocumented migrants. »

▪ **Dr Charles Tannock, Conservative Party**

« Dr Tannock does not sign as a rule binding pledges to third parties as he is only committed to his party manifesto which already binds him to supporting and promoting fundamental human rights in the

world including access to basic medical care. As a doctor he will of course support emergency medical care for all people in the UK. »